

Les mille sources de la Colère

JUIN 2010

Edito...

Le matraquage médiatique du gouvernement, du Medef et de ceux qui servent leurs intérêts n'abuse personne : Sondage après sondage, la majorité des Français refuse tout recul de l'âge d'ouverture du droit à retraite au-delà de 60 ans.

Personne ne peut ignorer cette exigence et **une nouvelle journée de mobilisation est prévue le 24 juin 2010**. Ce nouveau rendez-vous de lutte unitaire fait suite à la dynamique de mobilisation qui a rassemblé un million de salariés du public et du privé

le 27 mai dernier sur le dossier des retraites. Avec mépris, le gouvernement veut ignorer la mobilisation, écartant toute idée d'un véritable débat national sur ce choix de société, restant campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite.

À ce jour, les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales. **C'est inacceptable !**

POUR AUTANT, RIEN N'EST JOUÉ !

Le JEUDI 24 JUIN

IL FAUDRA ÊTRE ENCORE PLUS NOMBREUX DANS LES RUES

3 rassemblements à votre disposition

BRIVE : place Thiers à 10h00

TULLE : parking de la cité administrative à 15h00

USSEL : place de la République à 15h00

COMBATTONS la remise en cause de l'âge légal à 60 ans qui est inacceptable et injuste.

COMBATTONS l'allongement de la durée de cotisation.

IMPOSONS une réelle reconnaissance de la pénibilité.

IMPOSONS la prise en compte de la question d'un autre financement des retraites.

IMPOSONS une autre politique de l'emploi face à la situation pour les jeunes et les « seniors ».

Prime de performance : la carotte nouvelle est de retour

Le beaux jours reviennent et les nouveaux légumes suivent. C'est désormais un rituel en mai avec la carotte nouvelle qui sera négociée cette année au prix plafond de 150 € (brut... ne rêvez pas !). Cette prime OGM (obole grandement méritée) issue d'une culture de résultats intensive est produite avec les pesticides puissants suivants :

> **La RGPP** (régression générale des politiques publiques), est un destructeur d'emplois publics qui continue à sévir. Celle ci provoque la disparition de nombreux services d'Etat, d'emplois... Les usagers seront-ils mieux servis ? Nous en doutons !!!

> **La paupérisation** : c'est un appauvrissement progressif et continu d'une population. On appelle aussi cela communément la perte du pouvoir d'achat. Elle touche la grande majorité de jeunes, de salariés et de retraités.

> **L'augmentation des prix** : en lien direct avec le pesticide indiqué ci-dessus. Elle est surtout cultivée par les grandes surfaces qui réalisent des profits honteux sur le dos des consommateurs.

> **L'attaque contre le système des retraites** ou protection sociale est un puissant fongicide car il détruit tout notre système de solidarité issu du programme du Conseil National de la Résistance. Certains savent se protéger de ces attaques avec la culture des stocks options et/ou des retraites " chapeaux ".

Cette carotte nouvelle répond t-elle à la demande des agents ? Encore une fois, nous en doutons ! Les véritables réponses passent par l'arrêt des suppressions d'emplois, l'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications, une revalorisation du régime indemnitaire, le retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires, l'amélioration des garanties collectives et du statut, l'abrogation de loi sur la mobilité, le développement d'un service public de qualité et de proximité. Décidément, nous sommes loin du compte !

La gestion individuelle : un rêve de directeur

Désolidariser, diviser pour mieux manager, telle est la devise bien connue de nos dirigeants.

L'entretien évaluation et ses objectifs individuels, la future prime à la performance, et maintenant la notion de pénibilité au travail: tout est fait pour que l'individu se replie sur lui même et culpabilise dans une situation d'échec.

La DSF est bien dans la ligne, lorsqu'elle refuse d'élaborer des préconisations en matière de prévention des risques psycho sociaux dans le document unique, la TG, quant à elle, ne les avait même pas évoqués...

Mais quelle claque, lorsqu'on lit la note d'orientation nationale en hygiène, sécurité et prévention médicale pour 2010, publiée le 28 mai dernier: les risques psycho sociaux se retrouvent en tête des risques majeurs répertoriés ! Le document rappelle qu'« ils doivent être pris en compte lors de l'élaboration du document unique »: alors, chers directeurs, finie, la politique de l'autruche, il faut avancer et proposer !

Car, si chaque individu réagit différemment aux aléas imprévisibles de la vie, il semble envisageable d'avoir une prise sur l'organisation du travail afin qu'elle génère le moins de conflits et de difficultés possibles.

Alors qu'un rapport alarmant du syndicat professionnel des médecins de prévention de la poste vient d'être publié, dénonçant une grave dégradation des conditions de travail liées aux réformes incessantes, il ne faut pas attendre la contagion pour agir.

C'est pour cela que les représentants des personnels sont convaincus d'avoir eu raison de refuser d'approuver les documents uniques de nos directions !

Droit de grève pour tous !

La journée d'action du 27 mai dernier à clairement été une réussite tant au niveau national que dans notre département. Avec plus de 46% de grévistes dans la filière gestion publique et plus de 52% dans la filière fiscale, les agents corréziens de la DGFIP ont montré leur détermination et leur mobilisation pour se battre contre cette réforme régressive des retraites. Ces bons chiffres démontrent sans aucun doute aussi un malaise grandissant sur d'autres thématiques comme les conditions de travail ou encore le pouvoir d'achat.

Sans doute ces chiffres auraient pu être encore meilleurs si l'administration n'avait pas programmé de réunir ce jour là les chefs de service pour des réunions dans chaque filières, les obligeants ainsi à choisir entre loyauté et expression citoyenne.

Côté gestion publique la réunion a été reportée au 18 juin, mais côté fiscal la dame de fer a choisi de s'obstiner dans une attitude jusqu'au-boutiste malgré la demande des organisations syndicales. Pour les chefs de service, le message est clair : on attend d'eux qu'ils gardent servilement le doigt sur la couture du pantalon et qu'ils s'abstiennent de toute forme d'expression. Mais la fonction publique n'est pas la grande muette et ce genre de pratiques managériales n'y ont pas leur place. Et si on se rattrapait le 24 juin ?...

Sous les pavés... la plage !

La période estivale approche : ce sera comme à l'accoutumée l'occasion pour notre journal de prendre un peu de repos bien mérité. Profitons de cette « trêve » pour renforcer le camp de ceux qui croient à une société plus juste, plus solidaire et porteuse d'espoir. Gageons dès à présent que la bataille sur les retraites ne s'arrêtera pas le 24 juin. Rendez-vous donc en septembre pour une rentrée offensive et revendicative. En attendant : bonnes vacances à tous !